



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à
la modification simplifiée n°1
du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi)
de Grenoble-Alpes Métropole (38)**

Décision n°2020-ARA-KKU-1998

Décision du 30 septembre 2020

Décision du 30 septembre 2020
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date du 11 août 2020;

Vu la décision du 18 août 2020 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2020-ARA-KKU-1998, présentée le 30 juillet 2020 par Grenoble-Alpes Métropole (Isère), relative à la modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 02 septembre 2020 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 11 août 2020 ;

Considérant que le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grenoble-Alpes Métropole (Isère), approuvé le 20 décembre 2019, est couvert par le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de la Grande Région de Grenoble et concerne 49 communes, comprenant 444 533 habitants répartis sur un territoire de 545,5 km² ;

Considérant que la modification simplifiée n°1 du PLUi de Grenoble-Alpes Métropole consiste en :

- la correction de plusieurs erreurs matérielles ;
- l'évolution et la précision de dispositions au sein du dispositif réglementaire ;
- la modification de règles applicables à certains secteurs de projet ;
- l'ajout d'une annexe informative localisant les constructions et installations destinées à l'activité agricole ;

Considérant que le dossier de présentation de la modification simplifiée n°1 du PLUi précise que deux opérations comportant du logement sont concernées par le projet :

- qu'en premier lieu, le projet de modification introduit un secteur de plan masse lié à un programme de réhabilitation de la Poste dans le quartier « Hoche » de Grenoble, tel que prévu par le PLUi initial, dans une zone déjà urbanisée ;
- qu'en second lieu, il modifie le plan masse du secteur de projet du cadran solaire sur le territoire de la commune de La Tronche, créant 500m² de surface de plancher supplémentaire ; que cette modification n'a pas d'impact sur le nombre de logements et intervient sur une zone déjà urbanisée ;

Considérant que le dossier de présentation du projet précise que les modifications envisagées n'auront pas pour effet l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones ;

Considérant que l'ensemble de ces corrections et modifications n'est pas de nature à générer des conséquences négatives significatives sur les enjeux environnementaux sur le territoire de l'intercommunalité ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi de Grenoble-Alpes Métropole **n'est pas susceptible** d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grenoble-Alpes Métropole (Isère), objet de la demande n°2020-ARA-KKU-1998, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°1 du PLUi est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation,



Yves MAJCHRZAK

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte approuvant le document de planification.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes - siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1